



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
Council of Ministers of Education, Canada

**RÉUNION DE NIVEAU MINISTÉRIEL  
DU COMITÉ DE L'ÉDUCATION DE L'OCDE**

Athènes, Grèce  
27 et 28 juin 2006

**RAPPORT DE LA DÉLÉGATION DU CANADA**

**Chef de la délégation**

M<sup>me</sup> Joan Burke  
Présidente du Conseil des ministres  
de l'Éducation (Canada)  
Ministre de l'Éducation  
Terre-Neuve-et-Labrador

**Chef adjoint de la délégation**

M. Chris Bentley  
Ministre de la Formation et des Collèges  
et Université  
Ontario

1. Les ministres de l'Éducation des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont réunis à Athènes, en Grèce, les 27 et 28 juin 2006. Avant l'ouverture des séances plénières, le Comité consultatif économique et industriel (CCEI) et la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'OCDE ont été consultés.
2. M<sup>me</sup> Joan Burke et M. Chris Bentley étaient respectivement chef et chef adjoint de la délégation du Canada. L'Annexe I donne la liste complète des membres de la délégation.
3. Les documents de cette réunion sont disponibles sur demande au Secrétariat du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]. L'Annexe II présente un résumé de la réunion des ministres de l'Éducation de l'OCDE, préparé par la présidente des séances, M<sup>me</sup> Marietta Giannakou, ministre grecque de l'Éducation nationale et des Cultes.
4. Les principaux documents de référence de la réunion sont les suivants.
  - *Questions à débattre* [EDU/EC/MIN(2006)1/Final]
  - *Rapport de référence* [EDU/EC/MIN(2006)2]
  - *L'éducation à l'OCDE* [<http://www.oecd.org/dataoecd/35/41/30471121.pdf>]
  - Méthodologie du projet *University Futures* (avenir des universités) et projets futurs du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE [www.oecd.org/edu/universityfutures]  
[www.oecd.org/edu/future/sft]
5. Le matin du mardi 27 juin, M. Bertel Haarder, ministre danois de l'Éducation et des Cultes, a consulté le CCEI et la CSC.
6. L'établissement de relations officielles entre l'OCDE et des représentantes et représentants du secteur privé et des syndicats remonte au tout début de la création de l'OCDE. C'est en mars 1962 que son Conseil a adopté une décision prévoyant des consultations avec les organisations non gouvernementales internationales, qui représentent le mieux les différents secteurs de l'activité économique.
7. Conformément à cette décision, le Comité consultatif économique et industriel (CCEI) et la Commission syndicale consultative (CSC) ont été reconnus officiellement par l'OCDE comme les représentants respectifs du secteur privé et des syndicats.
8. Dans le cadre de leur fonction consultative auprès de l'OCDE, le CCEI et la CSC fournissent à l'OCDE et à ses gouvernements membres des commentaires et des recommandations sur des questions d'ordre économique et social, basés sur l'expérience et les préoccupations des membres respectifs de ces deux regroupements.

9. Le CCEI est composé d'associations d'industries et d'employeurs des 30 pays membres de l'OCDE et représente ainsi les intérêts des membres de la communauté internationale des affaires du monde industrialisé, leur donnant la possibilité de participer à l'élaboration de politiques à long terme dans les pays de l'OCDE.
10. La CSC est composée de 56 centrales syndicales nationales des 30 pays de l'OCDE et représente 66 millions de travailleuses et travailleurs syndiqués.
11. Les séances ont été segmentées en deux parties, au cours desquelles le CCEI et la CSC sont intervenus sur les thèmes suivants : « La vocation, la gouvernance et la viabilité de l'enseignement supérieur » et « Améliorer la qualité, la pertinence et l'impact de l'enseignement supérieur ». Les séances ont été suivies de discussions avec les ministres et les chefs de délégation.
12. M<sup>me</sup> Joan Burke a été invitée à ouvrir les discussions après la présentation (l'Annexe III contient l'ébauche, disponible en anglais seulement, du discours de la ministre). À l'aide de plusieurs exemples, M<sup>me</sup> Burke a montré les points communs entre les déclarations du CCEI et de la CSC et plusieurs stratégies et initiatives mises en œuvre au Canada.
13. Comme lors de consultations antérieures de ce type, il s'agissait davantage d'un dialogue entre le CCEI et la CSC que d'échanges réciproques avec les ministres et les chefs de délégation. Le CCEI et la CSC ont tous les deux souligné leur engagement à l'égard de l'enseignement supérieur. La CSC a notamment mis l'accent sur le libre accès, et le CCEI a insisté sur la nécessité de mettre à contribution le secteur industriel et économique.
14. Après avoir remercié le CCEI et la CSC de leur participation, M. Haarder leur a signalé qu'ils devaient tous les deux exercer des pressions sur les ministres pour que les choses changent.
15. Dans l'après-midi du 27 juin, un public plus large et la société civile ont été conviés au Forum sur l'avenir de l'enseignement supérieur (en deux parties). M<sup>me</sup> Barbara Ischinger, directrice de l'éducation à l'OCDE, a présidé les séances. Les conférenciers de la première séance étaient M. Mala Singer, directeur général, *Higher Education Quality Committee* (comité de la qualité de l'enseignement supérieur), *Council on Higher Education* (conseil de l'enseignement supérieur), Afrique du Sud, M. Hiroshi Komiyama, recteur de l'Université de Tokyo, Japon, et M. Jo Ritzen, recteur de l'Université de Maastricht, Pays-Bas.
16. Points saillants de la séance
  - M. Singh a parlé des dimensions sociales et politiques de l'enseignement supérieur, qui sont souvent reconnues mais qui bénéficient rarement de la même attention que la dimension économique.

- Lors de l'étude des propositions sur l'assurance de la qualité, il importe de tenir compte de la participation active des citoyennes et citoyens, de la mobilisation communautaire et de la cohésion sociale.
  - Une stratégie fructueuse donnerait lieu à une convergence de l'employabilité et des aptitudes sociales et politiques.
  - M. Komiyama a souligné l'explosion des connaissances et l'émergence constante de nouveaux domaines d'études hybrides.
  - Il a préconisé la restructuration de nos façons de voir les connaissances, y compris la manière dont nous organisons l'enseignement supérieur, pour cibler une « éducation totale ».
  - M. Ritzen a dit qu'il fallait accroître substantiellement la participation à l'enseignement supérieur, particulièrement par des programmes d'éducation internationale.
  - Une plus grande mobilité peut contribuer à hausser les normes de qualité, et les pays ne devraient pas craindre les pertes culturelles.
  - L'éducation internationale a besoin de plus d'attention et de ressources.
  - La discussion qui a suivi ces présentations a porté sur l'importance d'approches stratégiques. Des changements même petits dans les cadres réglementaires auront d'importantes répercussions à long terme.
  - Plusieurs des personnes participantes ont mentionné la nécessité de limiter le cloisonnement des connaissances et ont signalé l'importance primordiale d'intégrer les missions de recherche et d'apprentissage dans l'enseignement supérieur.
17. M<sup>me</sup> Marijk Van der Wende, de l'Université de Twente, Pays-Bas, a présidé la deuxième séance, à laquelle ont pris part M. Stéphan Vincent-Lancrin, du Secrétariat de l'OCDE, et M. Sokratis Katsikas, recteur de l'Université de l'Égée, Grèce.
18. Points saillants de la séance
- Un exercice d'élaboration de scénarios futurs pour l'enseignement supérieur a donné lieu à quatre scénarios distincts : *enseignement supérieur inc.*, caractérisé par son orientation sur le marché international; *nouvelle gestion publique*, qui se distingue par une mainmise nationale sur l'enseignement supérieur; *services aux collectivités locales*, qui met l'accent sur la gestion et la pertinence locales; et *réseautage ouvert*, caractérisé par une mainmise gouvernementale mais également par de nombreux liens internationaux.
  - Ces scénarios ont suscité des réactions très diversifiées. On s'est dit préoccupé de la façon dont la recherche-développement et l'accès seraient financés, de la complémentarité de la recherche et de l'éducation et des contrôles de la qualité.

- Plusieurs personnes participantes ont dit qu'il fallait limiter l'influence des marchés privés sur l'enseignement supérieur et ont préconisé l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur.
  - Il n'y a eu aucun consensus quant aux scénarios probables ou souhaitables. Plusieurs personnes participantes étaient en désaccord avec les prémisses des scénarios.
19. Le mercredi 28 juin, M. Kenji Kosako, ministre japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et des Technologies, a ouvert la première séance plénière. Il a parlé des initiatives de son pays pour accroître l'autonomie des universités nationales, renforcer l'assurance de la qualité et améliorer la compétitivité internationale de la recherche universitaire au Japon.
20. M<sup>me</sup> Burke a rappelé aux ministres : que l'enseignement « postsecondaire » (qui englobe également les collèges de formation technique et professionnelle) ne se limitait pas aux universités; que nous devons faire de l'éducation un moteur de développement économique; que l'accès sans restriction était l'objectif; et que la formation tout au long de la vie constituait une importante toile de fond pour nos intérêts au chapitre de l'enseignement supérieur.
21. M<sup>me</sup> Julie Bishop, ministre australienne de l'Éducation, des Sciences et de la Formation, a souligné, en conclusion, que l'enseignement supérieur avait de grandes responsabilités sociales. Pour les assumer, les nations doivent composer un dosage subtil dans trois domaines : le financement (entre contribuables et diplômées et diplômés), la gouvernance (entre autonomie et transparence) et l'impact (entre mondialisation et besoins locaux).
22. Trois séances de groupe ont été organisées en parallèle sur les thèmes suivants.
- a) Qui devrait financer l'enseignement supérieur?
  - b) Mesurer la qualité et l'impact de l'enseignement supérieur.
  - c) La contribution de l'enseignement supérieur à la recherche et à l'innovation dans une économie mondiale du savoir.
23. M. Bill Rammell, ministre d'État britannique à la Formation continue et à l'Enseignement supérieur, a ouvert les discussions sur le premier thème, durant lesquelles les questions suivantes ont été soulevées.
- Les dilemmes stratégiques du financement de l'enseignement supérieur et de l'aide financière aux études sont complexes et multiples. Il n'existe aucune solution simple, et un large éventail d'approches ont émergé.
  - Les dilemmes sont notamment l'élitisme versus la faible qualité, l'élargissement de l'accès à un plus grand nombre de personnes versus à un éventail plus diversifié de groupes, la taxation universelle versus la taxation des diplômées et diplômés pour financer l'enseignement supérieur et le paiement des droits d'inscription avant le début des études versus après l'obtention du diplôme.

- L'expansion et l'évolution plutôt rapides de l'enseignement supérieur ont exacerbé les besoins en matière de financement. Les politiques qui consistent à hausser les droits d'inscription sont controversées et plusieurs États doivent faire des choix difficiles.
  - Certaines personnes participantes ont préconisé une approche qui tienne compte des résultats sur le marché du travail après les études. D'autres favorisent la taxation pour réduire ou éliminer les droits d'inscription.
  - Inévitablement, la question de la qualité est soulevée lors de discussions sur le financement de l'enseignement supérieur. Dans plusieurs États, les systèmes d'assurance de la qualité sont naissants, bien que plusieurs aient établi des objectifs et commencé à cibler des résultats.
  - Pour accroître l'accès, il est de plus en plus nécessaire de réduire les obstacles non financiers. Certains États se sont par exemple dotés de programmes de sensibilisation destinés aux jeunes qui n'ont pas encore commencé leurs études supérieures. Étant donné les faibles taux de rendement pour certains groupes, il importe de faire davantage pour améliorer les itinéraires menant à l'enseignement supérieur et de promouvoir ce dernier.
24. M. Gwang-Jo Kim, sous-ministre coréen de l'Éducation et du Développement des ressources humaines, a ouvert les discussions sur le deuxième thème. M. Bentley a contribué aux discussions en signalant qu'il serait difficile de mesurer l'assurance de la qualité sans définition de ce que signifiait « haute qualité ». Si l'on reconnaît que l'enseignement supérieur a des répercussions sociales, culturelles et économiques, comment peut-il appuyer ou accroître le potentiel de nos étudiantes et étudiants (compétences de haute qualité)? Quel ensemble de compétences recherchons-nous chez les étudiantes et étudiants? Quels types d'interactions sont nécessaires entre le corps professoral et la population étudiante? Quels sont les taux d'achèvement des études et de rétention? Il serait utile de faire appel à l'OCDE pour la cueillette de données et leur analyse.
25. M. Gilles de Robien, ministre français de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a ouvert les discussions sur le troisième thème, qui ont donné lieu aux conclusions suivantes.
- Le financement de la recherche universitaire doit être renforcé.
  - Il y a lieu de renforcer les liens entre la science et les entreprises.
  - Il faut doter les personnes des moyens et des compétences nécessaires pour qu'elles s'adaptent au changement.
  - Les décideuses et décideurs publics ne doivent pas faire fi de l'aspect social de la recherche universitaire.
26. Outre les consultations avec le CCEI et la CSC, le forum et les trois séances plénières, les ministres et les chefs de délégation ont été conviés à un dîner (donné

par M<sup>me</sup> Marietta Giannakou) et à un déjeuner d'affaires (donné par M. Angel Gurría, nouveau secrétaire général de l'OCDE).

27. La chef et le chef adjoint de la délégation du Canada ont profité des séances officielles et non officielles pour faire connaissance avec les ministres et les hauts fonctionnaires des autres pays qui ont participé à la réunion à titre de membres de l'OCDE ou d'observateurs.
28. Puisque le résumé de la réunion préparé par la présidente (dont il est question au paragraphe 3) n'a fait l'objet d'aucune discussion, le Comité de l'éducation voudra vraisemblablement débattre des actions futures possibles pour l'OCDE, proposées dans le document.
29. M. Hüseyin Celik, ministre turque de l'Éducation, a invité les ministres et les chefs de délégation à tenir la prochaine réunion ministérielle dans son pays.



**Réunion de niveau ministériel du Comité de l'éducation de l'OCDE  
Athènes, Grèce, 27 et 28 juin 2006**

**MEMBRES DE LA DÉLÉGATION DU CANADA**

---

**Chef de la délégation**

*M<sup>me</sup> Joan Burke*

Présidente du Conseil des ministres de  
l'Éducation (Canada) [CMEC] et ministre de  
l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador  
C.P. 8700  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
Téléphone : (709) 729-5040  
Télécopieur : (709) 729-0414  
[joanburke@gov.nl.ca](mailto:joanburke@gov.nl.ca)

**Membres de la délégation**

*M<sup>me</sup> Jocelyne Bourgon*

Ambassadrice et représentante permanente  
Délégation permanente du Canada auprès de  
l'OCDE  
15bis, rue de Franqueville  
75116 PARIS  
Téléphone : (33) 1.44.43.20.21  
Télécopieur : (33) 1.44.43.20.99  
[jocelyne.bourgon@international.gc.ca](mailto:jocelyne.bourgon@international.gc.ca)

*M. George Molloy*

Directeur, Programmes internationaux  
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
95, avenue St Clair Ouest, bureau 1106  
Toronto (Ontario) M4V 1N6  
Téléphone : (416) 962-8100, poste 246  
Télécopieur : (416) 962-2800  
[g.molloy@cmec.ca](mailto:g.molloy@cmec.ca)

**Chef adjoint de la délégation**

*M. Chris Bentley*

Ministre de la Formation et des Collèges et Universités  
de l'Ontario  
Queen's Park, édifice Mowat  
900, rue Bay  
Toronto (Ontario) M7A 1L2  
Téléphone : (416) 326-1600  
Télécopieur : (416) 326-1656  
[Christopher.bentley@edu.gov.on.ca](mailto:Christopher.bentley@edu.gov.on.ca)

*M<sup>me</sup> Rachel Bard*

Sous-ministre de l'Éducation postsecondaire et  
de la Formation du Nouveau-Brunswick  
Complexe Chestnut  
C.P. 6000  
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1  
Téléphone : (506) 453-2343  
Télécopieur : (506) 453-3038  
[Rachel.bard@gnb.ca](mailto:Rachel.bard@gnb.ca)

*M. Rob Esselment*

Conseiller principal de M. C. Bentley  
Ministère de la Formation et des Collèges et  
Universités de l'Ontario  
Queen's Park, édifice Mowat  
900, rue Bay  
Toronto (Ontario) M7A 1L2  
Téléphone : 416.326.5748  
Télécopieur : 416.326.1656  
[Rob.Esselment@edu.gov.on.ca](mailto:Rob.Esselment@edu.gov.on.ca)



RÉUNION DE NIVEAU MINISTÉRIEL  
DU COMITÉ DE L'ÉDUCATION DE L'OCDE  
Athènes, Grèce  
27 et 28 juin 2006

*M<sup>me</sup> Jacquelyn Howard*  
Directrice des communications  
Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-  
Labrador  
C.P. 8700  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
Téléphone : (709) 729-0048  
Télécopieur : 709-729-0414  
[jacquelynhoward@gov.nl.ca](mailto:jacquelynhoward@gov.nl.ca)

*M. Neil Bouwer*  
Directeur général  
Direction générale de la politique sur  
l'apprentissage  
Ressources humaines et Développement social  
Canada  
140, promenade du Portage, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) K1A 0J9  
Téléphone : (819) 953-8005  
Télécopieur : (819) 997-5433  
[Neil.bouwer@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:Neil.bouwer@hrsdc-rhdcc.gc.ca)

*M. Robert Sauder*  
Directeur, Système national d'apprentissage  
Direction générale de la politique sur  
l'apprentissage  
Ressources humaines et Développement social  
Canada  
140, promenade du Portage, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) K1A 0J9  
Téléphone : (819) 953-2321  
Télécopieur : (819) 997-5433  
[Robert.sauder@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:Robert.sauder@hrsdc-rhdcc.gc.ca)

*M<sup>me</sup> Sylvie Beauchamp*  
Conseillère cadre  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
du Québec  
1035, rue De La Chevrotière, 15<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5A5  
Téléphone : (418) 643-3810  
Télécopieur : (418) 646-1526  
[sylvie.beauchamp@mels.gouv.qc.ca](mailto:sylvie.beauchamp@mels.gouv.qc.ca)

*M<sup>me</sup> Satya Brink*  
Directrice, Groupe de recherche en matière de  
politique  
Direction générale de la politique sur l'apprentissage  
Ressources humaines et Développement social Canada  
140, promenade du Portage, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) K1A 0J9  
Téléphone : (819) 953-6622  
Télécopieur : (819) 997-5433  
[Satya.brink@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:Satya.brink@hrsdc-rhdcc.gc.ca)

